

Manuel de SOCIOLOGIE DE L'ENVIRONNEMENT



Sous la direction de
Rémi Barbier
Philippe Boudes
Jean-Paul Bozonnet
Jacqueline Candau
Michelle Dobré
Nathalie Lewis
Florence Rudolf



Manuel de sociologie de l'environnement

Manuel de sociologie de l'environnement

Sous la direction de

Rémi BARBIER, Philippe BOUDES,
Jean-Paul BOZONNET, Jacqueline CANDAU,
Michelle DOBRÉ, Nathalie LEWIS, Florence RUDOLF



**Presses de
l'Université Laval**

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

Mise en pages : In Situ inc.
Maquette de couverture : Laurie Patry

ISBN 978-2-7637-9554-6
PDF 9782763795553

© Les Presses de l'Université Laval 2012

Dépôt légal 2^e trimestre 2012

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

Table des matières

Avertissement au lecteur	XIII
Introduction générale	1
<i>Michelle Dobré</i>	
L'analyse des valeurs et attitudes relatives à l'environnement.....	5
Les processus et agents de la prise en compte des problèmes environnementaux...	6
Les théories de la modernisation	6
La consommation et les modes de vie	7

PREMIÈRE PARTIE

L'ENVIRONNEMENT COMME OBJET DE RECHERCHE EN SOCIOLOGIE : FILIACTIONS, ENJEUX ÉPISTÉMOLOGIQUES, FRONTIÈRES DISCIPLINAIRES

Sous la direction de Jacqueline Candau et Nathalie Lewis

Introduction	13
<i>Jacqueline Candau et Nathalie Lewis</i>	

CHAPITRE 1

La sociologie de l'environnement, l'héritage d'un questionnement sur les rapports nature-société.....	17
<i>Bernard Picon</i>	

Introduction	17
La nature hors du social	18
De l'autonomie du social à la construction de l'environnement comme objet socio-naturel	19
L'environnement comme objet à la croisée des sciences sociales et des sciences de la nature	21
De la nécessaire intégration de la démarche et des concepts de la sociologie classique dans le paradigme environnemental.....	22
Le delta du Rhône, un exemple de « nature » reconstruite en objet socio-naturel....	25
Les courants actuels de la sociologie de l'environnement	28

CHAPITRE 2

Objets naturels et objets techniques : la place de la sociologie et l'ambition de l'interdisciplinarité..... 33*Marcel Jollivet*

Introduction	33
Pourquoi l'interdisciplinarité et laquelle?	34
Que faut-il entendre par « objets naturels » et « objets techniques »?	39
Conclusion : l'environnement, une nouvelle frontière du social.....	49

CHAPITRE 3

Hypermodernité et sociocentrisme..... 53*Raphaël Larrère et Catherine Larrère*

Introduction	53
La péremption de cette conception moderne	56
Hypermodernité et sociocentrisme.....	58
La sociologie est-elle sociocentriste par constitution?	60

CHAPITRE 4

Un regard particulier sur les postulats sociologiques de Marx et de Durkheim à l'heure de la sociologie de l'environnement..... 63*Jacqueline Candau et Nathalie Lewis*

Introduction	63
À propos de la critique majeure adressée au geste fondateur de Durkheim	65
Construction différente du questionnement sociologique par Marx	70
L'influence ambiguë du darwinisme pour la sociologie naissante	74
Conclusion	76

CHAPITRE 5

Le Play versus Marsh : deux conceptions du rapport à l'environnement..... 79*Bernard Kalaora et Antoine Savoye*

Introduction	79
Regards croisés sur l'environnement des deux côtés de l'Atlantique	80
<i>Man and Nature</i> : moment historique de l'invention moderne de l'environnement.....	84
Marsh et Le Play : points communs et divergences	88
De <i>Des Forêts</i> aux <i>Ouvriers européens</i> (1855 et 1877-1879), l'intégration des forêts dans la théorie sociale et la production de concepts hybrides entre nature et société	91

CHAPITRE 6

Sociologie rurale et environnement : renouveau ou dépassement? 99*Jean-Paul Billaud*

Introduction	99
Les quatre traits du paradigme fondateur	100

Une mise en critique.....	102
De la crise de l'objet à la question de l'espace: la question de la nature.....	103
Une posture originale: le choix interdisciplinaire.....	106
Vers une sociologie de l'environnement... rural.....	109
De quelques tâches incombant aux « ruralistes ».....	110
CHAPITRE 7	
La sociologie de l'environnement: objets et démarches.....	113
<i>Philippe Boudes</i>	
Introduction.....	113
Objets et axes de recherche.....	115
Angles d'approche et démarches d'analyse.....	120
En guise de conclusion.....	125
DEUXIÈME PARTIE	
LA SOCIÉTÉ SAISIE PAR L'ÉCOLOGIE	
<i>Sous la direction de Rémi Barbier et Jean-Paul Bozonnet</i>	
Introduction.....	129
<i>Rémi Barbier et Jean-Paul Bozonnet</i>	
CHAPITRE 8	
L'émergence complexe et chaotique de l'écologisme en France.....	133
<i>Guillaume Sainteny</i>	
L'apparition d'une sensibilité écologique.....	133
Une configuration sociopolitique favorable à l'émergence de l'écologisme.....	136
CHAPITRE 9	
La sensibilité écologique.....	147
<i>Jean-Paul Bozonnet</i>	
Sociographie de la sensibilité écologique.....	148
L'explication par les théories sociologiques.....	155
Conclusion.....	162
CHAPITRE 10	
Approches sociologiques des pratiques environnementales: l'exemple de l'énergie dans la sphère domestique.....	163
<i>Françoise Bartiaux</i>	
Introduction.....	163
Apports des études technoeconomiques et psychologiques.....	164
Approches sociologiques et anthropologiques.....	166
Changer les comportements liés à l'énergie: synthèse.....	172
Conclusion.....	173

CHAPITRE 11**L'agriculture à l'épreuve de l'environnement..... 177***François-Joseph Daniel et Denis Salles*

Les politiques agroenvironnementales : de leur élaboration à leur opérationnalisation	178
À la recherche de nouveaux modèles d'agriculture : les innovations dans les réseaux sociotechniques.....	180
L'agriculture confrontée à la gestion des risques sanitaires et environnementaux et à la préservation de la biodiversité	182
Les transformations de la gouvernance de la recherche agronomique et de la vulgarisation agricole	183
Conclusion	185

CHAPITRE 12**Les controverses environnementales publiques 187***Rémi Barbier et Elisabeth Rémy*

Deux niveaux d'analyse sur les causes des controverses	188
Éléments de sociologie pragmatique : décrire et comprendre ce que font les acteurs	193
Conclusion	200

CHAPITRE 13**Les objets de/dans les politiques de l'environnement : variations autour de la nature administrée..... 203***Florian Charvolin*

Le domaine public de l'Environnement, ou la pérennisation d'une structure fragmentaire et agrégée à la fois.....	205
L'entrée par la mise en œuvre de la politique de l'environnement : entre global et local.....	208
De l'administration de la nature à la politique de l'environnement : quels changements?	210
Conclusion	214

CHAPITRE 14**Le gouvernement territorial de l'environnement..... 215***Jean-Pierre Le Bourhis*

Introduction	215
Ingénierie sociale de l'environnement et « gouvernance » du développement durable	216
L'action publique environnementale et ses instruments.....	219
Qui gouverne l'environnement? Approches par les acteurs et les réseaux des politiques territoriales	221
Conclusion	223

TROISIÈME PARTIE
CHANGEMENT DE RÉGIME OU INFLEXION DE LA MODERNITÉ?

Sous la direction de Florence Rudolf

Introduction	227
<i>Florence Rudolf</i>	
CHAPITRE 15	
Des « temps modernes » au temps du vivant : vers une nouvelle temporalité mondiale?	231
<i>André Micoud</i>	
Que chaque société fabrique sa propre temporalité.....	232
En Occident, l'avènement des temps modernes.....	232
Les principaux traits des « temps modernes »	235
Vers un paradigme temporel enté au temps du vivant ou, du retour de l'histoire naturelle.....	237
Quelle nouvelle temporalité pour penser le devenir des vivants humains?	241
CHAPITRE 16	
De l'écodéveloppement au développement durable	243
<i>Laurence Granchamp Florentino</i>	
Les crises du développement	244
L'écodéveloppement, une voie médiane entre deux radicalismes.....	246
Le développement durable : substitution de notions, permanence des idées.....	251
Conclusion	255
CHAPITRE 17	
Développement durable et gouvernance urbaine, perspectives croisées.....	259
<i>Philippe Hamman</i>	
De l'énoncé du développement durable urbain à sa gouvernance	260
Le développement durable urbain, succès du flou?.....	264
Le développement durable urbain, analyseur d'une reconfiguration de la gouvernance métropolitaine.....	266
Conclusion : ce que le développement durable fait à la gouvernance urbaine... et ce qu'elle en tire en retour	273
CHAPITRE 18	
Scènes locales de la biodiversité : statut, enjeux et cadre d'analyse.....	275
<i>Florence Pinton, Pierre Alphanéry, Jean-Paul Billaud, Christian Deverre, Agnès Fortier et Ghislain Geniaux</i>	
Le vivant, l'action collective et l'obligation de résultat.....	277
Les scènes locales de la biodiversité, un espace public de débat autour de la nature.....	280
Les scènes locales comme cadre d'interaction	284
Méthodologie	286

CHAPITRE 19**De la crise environnementale à l'affirmation du concept de vulnérabilité :
la construction progressive d'un champ scientifique interdisciplinaire 291***Sylvia Becerra et Anne Peltier*

Penser la crise dans le champ des problèmes environnementaux.....	291
Les facettes contrastées de la crise dans des environnements différents.....	293
Sociétés et environnements : la convergence des disciplines autour de la vulnérabilité	294
Vulnérabilités sociales et environnementales : une problématique interdisciplinaire	302
Conclusion	306

CHAPITRE 20**Pragmatiques et politiques de la nature 307***Eric Doidy et Christelle Gramaglia*

Introduction	307
L'environnement dans la sociologie des régimes d'engagement.....	308
La sociologie des sciences et les controverses environnementales.....	312
Conclusion : la pluralité des approches pragmatiques et leurs points de divergence	318

CHAPITRE 21**Non-humains discursifs et non-humains non discursifs :
comment faire monde aujourd'hui?..... 321***Florence Rudolf*

Introduction	321
De l'importance accordée aux significations dans les théories générales de la société à la proposition de décliner les non-humains selon qu'ils mettent en jeu du sens ou non	323
La crise écologique et la société du risque : expression de l'articulation difficile entre non-humains discursifs et non-humains non discursifs	326
Explorer les interfaces entre non-humains non discursifs et non-humains discursifs	329
Faire monde en ce début de millénaire... ..	330
Une illustration de la portée de ces travaux à partir des politiques publiques de la nature.....	332
Des pistes d'avenir : les laboratoires de sens et de pratiques relatifs à la cité écologique.....	333
Conclusion	334

QUATRIÈME PARTIE
OUVERTURES/PERSPECTIVES INTERNATIONALES

Sous la direction de Philippe Boudes

Introduction	339
<i>Philippe Boudes</i>	
CHAPITRE 22	
L'évolution de la sociologie chinoise de l'environnement.....	343
<i>Dayong Hong</i>	
Première période: introduction spontanée de la discipline et recherche menée sans véritable conscience disciplinaire.....	344
Seconde période: recherche menée avec une véritable conscience de la discipline et construction de la sociologie chinoise de l'environnement.....	345
Développement récents de la sociologie chinoise de l'environnement.....	346
CHAPITRE 23	
Le développement de la sociologie de l'environnement dans les pays du Centre et de l'Est de l'Europe.....	351
<i>Audrone Telesiene</i>	
Apparition et développement de la sociologie de l'environnement dans les PECO.....	351
Caractéristiques de la sociologie de l'environnement dans les PECO.....	353
Généralisations, conclusions	358
CHAPITRE 24	
La sociologie environnementale au Brésil: dimension diachronique et contemporaine, et les espaces de sa construction.....	361
<i>Catherine Dumora</i>	
Gilberto Freyre et Antônio Candido: l'avant-garde de la sociologie environnementale au Brésil.....	362
Le développement de la thématique environnementale dans les sciences sociales au Brésil: la rencontre interdisciplinaire.....	364
Les programmes de recherches et d'enseignement sur la thématique environnement et société: les formations doctorales.....	368
CHAPITRE 25	
Sociologie et environnement au Canada: une diversité de perspectives	371
<i>Louis Guay</i>	
Les grandes approches relatives à l'environnement	372
Évaluation et conclusion	381

CHAPITRE 26

Sociologie de l'environnement en Allemagne..... 383*Hellmuth Lange*

Origines et caractéristiques de la recherche en matière de sociologie de l'environnement en Allemagne.....	383
République démocratique allemande (RDA).....	384
République fédérale d'Allemagne (RFA)	385
La consolidation de la sociologie environnementale comme nouvel axe de recherche.....	386
Consolidation	388
Perspectives.....	390

CHAPITRE 27

La sociologie de l'environnement**aux États-Unis, dans les écrits de Riley E. Dunlap et Frederick H. Buttel 391***Jean-Guy Vaillancourt*

De l'écologie humaine à l'écologie sociale : le débat sur les paradigmes.....	392
La sociologie environnementale de la fin des années 1970 au milieu des années 1980.....	396
La sociologie écologique et l'écologie.....	401
Conclusion	405

Références bibliographiques 411**Les auteurs 483**

Avertissement au lecteur

Ce travail est le résultat d'une longue histoire, engagée en 2006 au congrès de l'Association française de sociologie et poursuivie avec constance depuis lors. La plupart des textes ont été fournis par les auteurs en 2008, et de ce fait ils ne peuvent naturellement intégrer tous les travaux parus depuis. C'est à Nathalie Lewis que l'on doit le travail éditorial final qui a permis d'aboutir à la publication de l'ouvrage.

Cet ouvrage a bénéficié du soutien financier de l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg, de l'Université du Québec à Rimouski, de PACTE-IEP Grenoble, de l'UR ADBX-*Irstea* de Bordeaux, du CERTOP-CNRS de l'université Toulouse 2 Le Mirail, de l'AMUP-INSA de Strasbourg.

Soucieux de la diffusion des connaissances en sociologie de l'environnement en langue française, les coordonnateurs ont décidé de reverser les droits d'auteurs au CR 23 (sociologie de l'environnement) de l'Association internationale de sociologie de langue française qui partage cet objectif.

Introduction générale

Michelle Dobré

La sociologie de l'environnement fait son chemin partout dans le monde depuis quelques décennies. Les travaux que nous proposons dans le présent ouvrage témoignent d'une volonté partagée par ses initiateurs d'apporter, pour la première fois en langue française sous la forme d'un manuel, une perspective sur l'état actuel des questionnements dans ce domaine.

Si la sociologie de l'environnement se développe, elle ne le fait pas au même rythme selon les aires culturelles. L'importance de son assise institutionnelle et éditoriale serait même un bon indicateur de la place réelle que les enjeux environnementaux occupent dans une société donnée. L'édition anglo-saxonne est riche de titres comme le désormais classique manuel coordonné par Riley Dunlap et William Michelson (2002), assorti d'un choix de textes à la disposition des nouveaux arrivants dans la thématique (Dunlap, Buttel, Dickens et Gijswijt, 2002). Plus récemment, nous pouvons trouver en allemand et en anglais simultanément un ouvrage collectif (Gross et Heinrichs, 2010) qui fait le point sur les enjeux actuels des débats en sociologie de l'environnement, émanant du groupe de recherche sur l'environnement de l'European Sociological Association (ESA). À ce titre, la situation de la sociologie de l'environnement dans le contexte de la sociologie française est paradoxale : alors que de nombreux travaux de recherche et des ouvrages spécialisés existent de longue date, que les associations professionnelles telles que l'Association française de sociologie (AFS) ou l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) abritent, comme leurs homologues à l'échelle internationale, la thématique « environnement et société », que l'on enseigne cette discipline dans de nombreuses

universités et écoles, et alors même que la présence constante de ce thème est forte dans les différents médias et dans l'actualité, il subsiste, dans le milieu éditorial et académique, une relative frilosité à son égard. Ce « décalage » français est à tel point révélateur du traitement de l'environnement, qu'il pourrait à lui seul devenir un thème de recherche en sociologie... de l'environnement. La situation est quelque peu différente si l'on élargit l'analyse au contexte francophone (Gendron et Vaillancourt, 2007). Mais le retard au démarrage que nous notons ici pour la sociologie de l'environnement en France, d'autres auteurs l'ont relevé et analysé, aux États-Unis, en Italie ou ailleurs. Seulement, c'était il y a trente ans. Gageons que les discussions actuelles sur les enjeux d'environnement, qui se situent résolument dans une posture interdisciplinaire, faciliteront la voie de la diffusion des connaissances sociologiques accumulées dans ce domaine.

Ces considérations sur la place de la thématique environnementale dans la discipline sociologique ne sont pas animées par l'esprit de clocher disciplinaire. Elles visent à attirer l'attention sur une certaine urgence qu'il y a aujourd'hui à reconnaître la nécessité de la perspective sociologique sur les questions d'environnement. Alors même que de plus en plus de scientifiques des sciences exactes et de l'ingénieur sont amenés à se former à une perspective sociologique sur les problèmes d'environnement, la discipline sociologique a tardé à prendre la mesure des enjeux non seulement en termes de changement social, mais aussi des défis épistémologiques que lui adresse la prise en compte de la « question naturelle ». Dans le contexte de la sociologie en France, la dénomination de la spécialité, « sociologie de l'environnement », a plutôt été un obstacle à la compréhension et à la réception de son objet. Une piste d'interprétation de ces difficultés renvoie au terme « environnement » lui-même. Importé du français en anglais au XVII^e siècle, puis réintroduit en français au XX^e siècle sous son acception actuelle, il désigne d'abord ce qui entoure l'humain, ses « environs », puis, plus tard, les diverses formes de pollutions et nuisances dues aux activités humaines (Charles, 2001). À la différence de la sociologie de la famille, ou du travail, par exemple, qui traitent de relations sociales évidentes, la sociologie de l'environnement apparaît comme une appellation en porte-à-faux : de quelles relations sociales pourrait-elle traiter, puisque l'environnement est, par définition, « non humain » – donc « non social » ? On aurait tort de sous-estimer l'influence de cette représentation de l'environnement sur le destin actuel de la sociologie de l'environnement. Celle-ci étudie les interactions réciproques entre les sociétés et leurs milieux et, à ce titre, elle introduit réellement une nouveauté épistémologique. Certains fondateurs de la sociologie française, Durkheim, Mauss ou Halbwachs, l'avaient déjà esquissée – tout en participant à l'édification de frontières disciplinaires qui ont rendu difficile la communication avec l'anthropo-géographie ou l'histoire, où cette question a émergé dès le XIX^e siècle

(Boudes 2011). Cet objet est donc resté pour la sociologie un défi épistémologique qui, à l'instar de la préoccupation sociale et politique pour l'environnement, a besoin de temps, de recherches et de débats pour gagner sa pleine reconnaissance.

Sur le plan international, l'acte de naissance de la sociologie de l'environnement peut être établi en 1978, avec la publication de l'article programmatique de Catton et Dunlap (1978a) dont le principal intérêt est à la fois épistémologique et culturel. Il s'agit, dans cet article manifeste, de faire prendre conscience à la discipline sociologique qu'une nouvelle manière de voir se fait jour dans les attitudes, les opinions, les valeurs et les « mentalités », dont les conséquences invitent à une remise en question de l'anthropocentrisme exclusif dont, selon ces auteurs, la sociologie classique se rendait coupable. L'émergence de la sensibilité écologique dans les pays occidentaux est appelée comme témoin de ces changements culturels, qui obligeront, dès lors, la sociologie à rompre avec le paradigme du « social expliqué par le social », pour prendre en considération les effets de l'environnement physique sur les sociétés. La définition de cette branche de la sociologie par ces deux auteurs pionniers, auxquels s'ajoute Frederick Buttel, est la suivante : l'étude des effets que l'environnement exerce sur les sociétés, et inversement, ceux des sociétés sur leur environnement naturel et physique. C'est une manière novatrice d'envisager le questionnement sociologique qui mettra longtemps à s'établir. En effet, comme on l'a déjà souligné, s'intéresser à cet objet considéré comme « extérieur » à la société en elle-même a constitué et constitue encore un écueil épistémologique d'importance. Que l'on appelle cet écueil constructivisme (Hannigan, 1995) ou, comme Catton et Dunlap (1978a ; 1978b), le « paradigme de l'exception humaine » (*Human Exceptionalism Paradigm*), la distinction entre nature et culture, d'une part, et entre nature et société, d'autre part, reste à la base du postulat de *l'autonomie du social*, fondateur de l'approche sociologique et anthropologique. Le rejet massif des modèles déterministe et évolutionniste pour l'explication du changement social vient renforcer la prudence à l'égard de cet objet.

Comment néanmoins la sociologie de l'environnement s'est-elle frayé un chemin ? Quelles voies d'un renouvellement à la fois empirique et théorique a-t-elle explorées ? Une approche très pratiquée en France a été celle de l'interdisciplinarité. La dégradation des conditions de vie physiques et matérielles dans les sociétés industrielles avancées est en effet longtemps apparue aux sociologues comme un objet trop complexe et difficile à aborder d'un point de vue strictement disciplinaire. L'*interdisciplinarité*, comme l'a soutenu le PEVS (Programme Environnement, Vie et Société au CNRS), semblait la solution la plus naturelle pour contourner l'impasse disciplinaire relative aux questions écologiques. Si les problèmes d'environnement sont autant de conséquences des actions humaines sur l'écosystème, il reviendra à la sociologie de l'environnement d'étudier les

conséquences *sociales* des processus écologiques (Jollivet, 1997). De son côté, F. Buttel a soutenu le projet d'une sociologie de l'environnement « radicale » à même de rénover les fondements de la discipline (Buttel, 1987), projet qui se distingue de la masse des travaux sur la thématique qui relèvent, eux, d'une sociologie plus « classique ». Les travaux sur les opinions et les valeurs, les attitudes envers l'environnement et les mouvements environnementalistes, relativement nombreux, relèveraient pour Buttel de cette approche « radicale ». Pourtant, ils ne s'éloignent guère, dans leur contenu, de l'étude des opinions et des attitudes relatives à d'autres objets que l'environnement. Ces travaux sur l'évolution des opinions sont loin de s'approcher de ce que J.-G. Vaillancourt appelle « l'écopsociologie » (Vaillancourt, 1996), une démarche plus radicale épistémologiquement, qui, « par analogie avec la biosociologie et la psychosociologie, se situe au confluent de la sociologie et de l'écologie, mais en partant du point de vue de la sociologie plutôt que de celui de l'écologie. En cela, l'écopsociologie se distinguerait de l'écologie humaine et de l'écologie sociale qui font plutôt le cheminement inverse » (Vaillancourt, 1982). Enfin, une troisième voie mérite d'être mentionnée, celle ouverte par B. Latour dans sa tentative de rénover la sociologie des sciences par une relecture du rapport à la nature et à l'environnement dans les sociétés occidentales. Ses travaux ont donné lieu à des approches en sociologie de l'environnement à partir des travaux de sociologie des sciences : dans cette perspective, la question centrale devient celle de la représentation à la fois politique et scientifique des « non humains », dans laquelle les scientifiques jouent effectivement un rôle essentiel (Latour, 1999).

Sur le plan de la production scientifique, toute une série de travaux, au départ plus abondants dans l'univers anglo-saxon qu'en France, ont porté sur les mouvements écologistes, leur potentiel de contestation du capitalisme, les changements politiques dont ils sont porteurs (Touraine *et al.*, 1979) – suivis, dans le sillage de la demande institutionnelle de recherche sur la société et l'environnement, par des travaux sur les *représentations* ou, plus rares, sur les *pratiques* quotidiennes en matière d'environnement. Sur ce point, il faut souligner la difficulté de faire le lien entre « les opinions » (entendues comme des déclarations ne portant pas à conséquence), qui permettent d'établir une « sensibilité écologique » élevée dans la plupart des pays du monde – et les pratiques, beaucoup moins étudiées en France, comme le sont également les modes de vie. Non seulement le lien entre les opinions et les pratiques en faveur de l'écologie est difficile à faire dans les enquêtes, mais il l'est également sur le plan théorique (Dobré, 2002). Il n'y a pas de lien mécanique entre la sensibilité écologique et les pratiques quotidiennes favorables à l'environnement. Cette approche reste extrêmement difficile et encore rare dans la sociologie de l'environnement, de

même que dans la sociologie sur d'autres thèmes. Pourtant, elle recèle un potentiel novateur plus élevé que la simple étude des opinions et des valeurs environnementales, d'une part, et celle des processus et des agents l'environnement, d'autre part.

L'interdisciplinarité à laquelle nous invitent les questions d'environnement et société est plus facilement repérable entre des sciences humaines, qu'entre les sciences humaines et les sciences exactes ou celles de l'ingénieur. Ainsi, par exemple, la proximité entre la sociologie et la psychosociologie et l'éthique pour les opinions et les valeurs, les sciences politiques pour les mouvements sociaux, les acteurs et l'analyse des politiques, ou encore, la philosophie sociale dans les travaux sur le devenir de la modernité confrontée aux questions écologiques.

Nous pouvons retenir de manière synthétique quatre directions des travaux en sociologie de l'environnement.

L'ANALYSE DES VALEURS ET ATTITUDES RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT

Ce sont plutôt des travaux quantitatifs, de type psychosociologique, parfois suivis dans le temps (« baromètre », comme les différentes vagues d'Eurobaromètre¹, ou le Baromètre Environnement de la R&D à EDF, qui a existé de 1992 jusqu'en 2009). Ce groupe de recherches comporte également une série d'enquêtes quantitatives sur les opinions ou les pratiques lancée en France au début des années 1990. L'une des premières fut celle du ministère de l'Environnement et de l'INED (Institut national d'études démographiques) en 1991 sur les représentations de la nature et de l'environnement. Elle a donné lieu à deux publications, un rapport de l'INED (Collomb et Guérin-Pace, 1998) et une analyse secondaire du Credoc (Maresca et Hébel, 1999) ; ensuite en 1998, l'enquête de l'Ifen (Institut français de l'environnement) avec l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) centrée sur les pratiques environnementales des ménages et les modes de vie en relation avec les opinions, reconduite en 2006 et arrêtée ensuite, en même temps que le dispositif de l'Enquête Permanente « Conditions de vie des ménages » dans lequel la partie sur les pratiques écologiques des ménages avait été insérée (Dobré, 2002 ; Ifen, 2007). D'autres dispositifs plus ou moins ponctuels participent à la connaissance des opinions (par exemple les différents thèmes abordés dans le dispositif *Conditions de vie et Aspirations des Français* du Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) et parfois ouvrent sur la question des modes

1. « Attitudes des citoyens européens vis-à-vis de l'environnement », *Eurobaromètre* numéro spécial 295, mars 2008.

de vie, des pratiques concrètes du quotidien, de la consommation. Plus récemment encore, le baromètre réalisé par BVA avec le financement de l'ADEME, reprend certaines questions des enquêtes citées et propose une typologie de la sensibilité écologique des Français.

LES PROCESSUS ET AGENTS DE LA PRISE EN COMPTE DES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX

Dans cette approche l'environnement est conçu comme un nouvel enjeu politique parmi d'autres, dans des analyses qui l'assimilent aux « nouveaux mouvements sociaux » (tels que le féminisme ou le régionalisme, ou plus récemment l'alter-mondialisme) avec lesquels il a, la plupart du temps, partie liée (Rudolf, 1998 ; 2005 ; 2007). À côté des travaux visant à caractériser la nature et la dynamique des controverses environnementales, ce sont les « agents » ou les « acteurs » des processus qui sont ici privilégiés (Sainteny 1989 ; 1997 ; 2000 ; Chateauraynaud et Torny, 1999 ; Cadoret, 1985). La plupart des travaux monographiques thématiques peuvent aussi se ranger dans cette catégorie, dans la mesure où ils abordent les attitudes, les stratégies et les représentations des acteurs, relatives aux enjeux d'environnement et des risques (de Vanssay, 1997 ; Fabiani, 1997 ; Abélès *et al.*, 2000). Ces travaux sur les thèmes de la pollution de l'air et de l'eau, sur les déchets, le nucléaire, les espaces naturels, les risques industriels etc., se trouvent bien représentés dans l'ouvrage collectif publié par le ministère de l'Environnement (Boyer et alii, dir. 2001). On peut citer encore dans cette catégorie les travaux de britanniques comme Lowe et Ward (2007), certains travaux de Rémi Barbier (2005b) et de Florence Rudolf (2003b), ou encore, les développements de Lafaye et Thévenot (1993), à partir de la théorie de la justification, qui proposent une application aux conflits et controverses écologiques de la grille des « cités » de référence de Boltanski et Thévenot (1991). Les nouvelles formes de consultation, de participation et de démocratie dans l'espace public (telles que les conférences de consensus) (Callon, Lascoumes et Barthes, 2001) concernent un ensemble de travaux qui ont émergé concernant l'environnement comme objet politique (Zaccaï, 2008 ; Zaccaï et Haynes, 2008).

LES THÉORIES DE LA MODERNISATION

C'est dans cette catégorie que nous pouvons ranger les thèses de la « modernité réflexive », comme celles de la « société du risque » de U. Beck et de ses nombreux commentateurs, ainsi que toute une gamme de travaux théoriques menés dans le monde anglo-saxon (Lash *et al.*, 1996, Mol *et al.*, 2009 ; Giddens, 1990) mais également en France (Latour, 1991 ; Duclos, 1996 ; Rudolf, 1998). Ce qui distingue ces travaux de tous les autres, indépendamment des diagnostics

initiaux communs, c'est le rôle primordial qu'ils accordent aux enjeux environnementaux dans le devenir de la modernité. Les fondateurs de la sociologie de l'environnement y sont également représentés, dans la réflexion sur les enjeux de la globalisation (Spaargaren, Buttel et Mol, 2000).

Pour ces chercheurs et théoriciens, l'émergence des problèmes d'environnement et leur construction sociale nous engage dans une étape nouvelle, inédite dans l'histoire, du développement social. L'industrialisme aurait cédé la place à la *réflexivité*, à savoir à l'intégration permanente des conséquences futures des actions humaines dans l'action présente à travers la généralisation des risques majeurs. La forme nouvelle de société à laquelle nous serions ainsi confrontés nécessite de nouveaux outils théoriques pour être comprise, mais aussi de nouvelles institutions sociales pour aborder les risques, les institutions anciennes (comme les concepts anciens) ne pouvant plus faire face à la complexité des situations. Pour certains auteurs, par exemple F. Ewald et D. Kessler (2000), cette généralisation du risque dans les sociétés contemporaines est une opportunité de renouvellement pour des systèmes politiques en crise, le risque devenant alors un véritable « outil de gouvernement ». Pour d'autres, à savoir Z. Bauman (2003 ; 2004) ou A. Giddens (1994 [1990]) la promesse de sécurité (et la multiplication des risques par la lecture que l'on fait de l'incertitude) devient le principal terrain sur lequel la puissance publique peut encore, en l'absence de possibilité d'agir sur l'économique, asseoir sa légitimité.

Chacune des trois directions de recherche retenues ci-dessus peut s'exercer sur des thèmes d'environnement très variés, allant du changement climatique, des espaces naturels et de la biodiversité, jusqu'au traitement des déchets et des déplacements et aux questions énergétiques. Par exemple, concernant les associations et les mouvements sociaux, il peut y avoir des travaux sur les opinions et valeurs, sur les acteurs, les agents, les processus politiques et sur les diagnostics de la modernisation contemporaine.

LA CONSOMMATION ET LES MODES DE VIE

Cette quatrième direction est émergente. Elle peut combiner des thématiques variées avec des approches relevant des trois orientations que nous venons de mettre en évidence. Il s'agit de la consommation verte ou du « *consumérisme vert* » (*green consumerism*). La sociologie de l'environnement n'a que récemment commencé à traiter de front cette question de l'usage des objets de consommation, du point de vue de leurs incidences sur l'environnement. Le cadre plus large des « modes de vie » dans les pays riches jugés responsables d'un mode de développement nocif pour l'environnement a lui aussi émergé plus tardivement. La consommation et les modes de vie ont eu à pâtir, en tant que thèmes de recherche, de la prééminence de l'intérêt pour tout ce qui est lié à la production.

Il n'en demeure pas moins que les pratiques de consommation ont attiré l'attention des sociologues et politistes (Michaelis et Lorek, 2004) s'intéressant à l'évolution des formes d'action (politique ou citoyenne), que l'enjeu écologique pourrait bien modifier.

Les pratiques de consommation peuvent aussi receler un potentiel de changement politique, ou tout au moins un certain type d'« engagement », comme le suggèrent les travaux publiés par Dobré et Juan (2009) ou le livre de Dubuisson-Quellier (2009), par exemple. Cependant, la question de la signification politique des actes de consommation n'est pas à réduire de manière mécanique, par une simple analogie à d'autres formes d'engagement politique dans l'espace public. Car, si les « citoyens » choisissent cette forme d'action « économique », « quotidienne », voire « privée » ou individualiste, plutôt qu'une autre, plus conventionnelle – pour délivrer des messages politiques en faveur du changement, c'est toute la définition du politique qui est à revisiter.

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

Le présent ouvrage a été conçu de manière à procurer au lecteur une perspective riche et complète sur des directions de recherche actuellement à l'œuvre dans la sociologie de l'environnement. Les quatre directions de recherche que nous avons mises en évidence d'un point de vue historique et thématique ne recoupent que partiellement la construction du présent ouvrage, qui ne prétend pas couvrir en exhaustivité l'ensemble des thèmes et des problématiques de la sous-discipline. Néanmoins, la diversité des auteurs et des points de vue apporte un éclairage significatif des débats les plus en pointe actuellement.

La première partie, coordonnée par Jacqueline Candau et Nathalie Lewis, aborde l'objet « environnement » du point de vue des définitions, de l'histoire et des enjeux épistémologiques qui, nous l'avons vu, sont centraux dans cette thématique. Pour offrir une vue complète des questions débattues en sociologie de l'environnement, cette partie réunit les textes de Jean-Paul Billaud, Marcel Jollivet, Bernard Kalaora et Antoine Savoye, Catherine et Raphaël Larrère, Jacqueline Candau et Nathalie Lewis ainsi que Bernard Picon, des chercheurs qui ont marqué la production scientifique en sociologie de l'environnement en France depuis trente ans. Philippe Boudes clôt cette partie par une réflexion qui fait le bilan de la construction historique de l'objet de la sociologie de l'environnement.

La deuxième partie, coordonnée par Rémi Barbier et Jean-Paul Bozonnet, commence par retracer le contexte social de l'émergence de la sensibilité écologique en politique (Guillaume Sainteny) et dans la société civile (Jean-Paul Bozonnet). L'entrée par les jeux sociaux saisit l'environnement sous différents

rapports : objet de controverses (Rémi Barbier et Elisabeth Rémy), de politiques publiques (Florian Charvolin), de mouvements sociaux (Guillaume Sainteny), de gouvernement à l'échelle territoriale (Jean-Pierre Le Bourhis), mais aussi comme vecteur de changement des pratiques quotidiennes et des représentations (Françoise Bartiaux).

La troisième partie, coordonnée par Florence Rudolf, aborde les enjeux écologiques sous l'angle du diagnostic du régime de modernité dans lequel nous sommes engagés – dans la mesure où il implique des transformations des visions du monde, des formes d'action et de décision et des modèles de développement. La question d'une nouvelle temporalité mondiale (André Micoud) ouvre le champ aux textes novateurs de Christelle Gramaglia, de Laurence Grandchamp Florentino et de Philippe Hamman sur les politiques de la nature et sur le développement durable. Le concept de vulnérabilité et la construction du champ interdisciplinaire fait l'objet d'un chapitre par Sylvia Becerra et Anne Peltier. Enfin, une équipe de recherche dirigée par Florence Pinton (Pierre Alphandéry, Jean-Paul Billaud, Christian Deverre, Agnès Fortier et Ghislain Geniaux) rend compte des réflexions sur le cadre d'analyse des scènes locales des sites Natura 2000. En guise de conclusion de cette partie, Florence Rudolf met en perspective les formes de conflictualité dans la « société du risque ».

Enfin, la sociologie de l'environnement, comme l'environnement lui-même, est internationale. Le public francophone découvrira dans la quatrième partie, coordonnée par Philippe Boudes, les problématiques telles qu'elles se posent dans d'autres contextes nationaux, en Chine (Dayong Hong), en Europe de l'Est (Audrone Telsiene), au Brésil (Catherine Dumora), au Canada (Louis Guay), en Allemagne (Helmut Lange) et aux États-Unis (Jean-Guy Vaillancourt).

Encore un mot sur les auteurs qui ont contribué à cet ouvrage : ils représentent à eux tous un panorama à peu près fidèle des générations de chercheurs aux prises avec les questions de la sociologie de l'environnement. Ce sont des scientifiques reconnus qui travaillent et publient depuis de nombreuses années sur les thèmes concernés. Ces qualités d'expertise font du présent ouvrage un véritable manuel scientifique qui met les problématiques de sociologie de l'environnement à la portée de tous ceux qui, en formation ou en action, doivent s'appropriier les enjeux majeurs de la société confrontée aux problèmes d'environnement. Leur détermination a su venir à bout, dans la durée, des épreuves que cette publication a dû traverser pour voir le jour. Qu'ils en soient ici remerciés.

PREMIÈRE PARTIE

L'environnement comme objet de recherche en sociologie : filiations, enjeux épistémologiques, frontières disciplinaires

Sous la direction de Jacqueline Candau et Nathalie Lewis

Introduction

Jacqueline Candau et Nathalie Lewis

Cette partie aborde des questions de nature épistémologique relatives à la construction de l'environnement comme objet de recherche dans le champ de la sociologie. Quels contours sont donnés à cet objet, avec quelles incertitudes, quelles interrogations et quels débats? L'objectif est de mettre en exergue les divers courants et arguments qui traversent l'insertion actuelle de cet objet en sociologie sans pour autant montrer une « sous-discipline » bien unifiée. S'intéresser à ces difficultés théoriques et épistémologiques laisse de côté la discussion lancée par L. Charles et H.-P. Jeudy (2010) qui porte sur les problématiques à investir, que l'un et l'autre orienteraient dans deux sens différents conformément à leurs traditions respectives; tandis que L. Charles « perçoit un champ d'interrogation particulièrement pertinent sur la modernité et son futur » (Charles et Jeudy, 2010, p. 10) dans la continuité de la tradition politique anglo-saxonne et du pragmatisme (Dewey, notamment), H.-P. Jeudy « discerne une manipulation supplémentaire de l'univers social » (Charles et Jeudy, 2010, p. 10) conformément à la tradition critique des philosophies allemande et française. Nous nous situons en amont de ce débat dont les termes témoignent d'une acception de l'environnement comme objet d'interrogation, en abordant les difficultés relatives à la construction et la légitimité scientifiques de cet objet en sociologie dans la mesure où elles paraissent, sinon incertaines, du moins sujettes à réflexion. Certaines de ces réflexions dépassent le champ de la sociologie de l'environnement lorsque les enjeux dont il est porteur résistent aux capacités analytiques de quelques catégories de pensée ou préceptes méthodologiques

mobilisées par la sociologie. Quelques fondements de notre discipline se trouvent alors directement mis en cause.

Les textes qui suivent considèrent l'environnement comme l'ensemble des liens d'interdépendance entre une société et son milieu biophysique. Ils orientent notre regard sur les processus sociaux et les processus biologiques, partiellement autonomes mais aussi largement reliés. Cette conception est centrée sur l'état des ressources naturelles, conception de l'environnement progressivement dominante depuis les années 1970 en Occident. Ne sont donc pas présentes deux autres conceptions ordinaires identifiées par N. Eizner et son équipe (1991) : les relations sociales de l'individu – celles nouées lors des pratiques de sociabilité et lors des activités professionnelles, par exemple –, et son cadre de vie quotidien dans une dimension matérielle, que les éléments qui le composent soient « naturels » ou non. Défini en tant que relations entre les hommes et les ressources naturelles, l'environnement enferme deux défis redoutables pour les sociologues, défis qui se rejoignent sans se confondre pour autant. Le premier a été posé dans les années 1980 par deux chercheurs américains, W.R. Catton et R.E. Dunlap (1978a) et concerne le statut à accorder aux facteurs biophysiques dans le raisonnement en sociologie. Ils proposent un *nouveau paradigme écologique* (NEP) qui se démarque de l'anthropocentrisme des théories classiques. Il peut être ainsi formulé : comment éviter le réductionnisme social afin de prendre en compte la dimension biologique et matérielle des questions d'environnement ? Le second, plus récent, tient à la remise en cause de l'idée de nature telle qu'elle a été instituée par la modernité dans notre pensée occidentale qui se nourrit d'un dualisme indépassable entre nature et société. Dans le sens commun, peut-on toujours parler de ressources « naturelles » à propos de l'eau, de l'air ou du sol par exemple, quand on sait qu'ils portent trace des activités humaines ? D'un point de vue académique, ce dualisme a orchestré la définition des disciplines et leur partage en sciences sociales d'un côté et sciences de la vie de l'autre. Philippe Descola a montré la pluralité des rapports que les civilisations construisent entre humains et non-humains, le naturalisme occidental n'étant qu'un parmi quelques autres. Dans une autre perspective, Moscovici écrivait déjà en 1968 : « Il n'y a pas plus ou moins de nature selon l'intervention de l'homme mais un autre milieu naturel. » (Moscovici, 1968, p. 33) Tout en reconnaissant les limites de cette dichotomie entre nature et société, pouvons-nous pour autant nous en affranchir, en suivant par exemple les pistes ouvertes par la sociologie de la traduction (Callon, 1986) et l'anthropologie symétrique (Latour, 2006) ? Pour certains sociologues des sciences, elles nous invitent à abandonner ces catégories analytiques (Shinn et Ragouet, 2005). Or, n'en avons-nous pas besoin pour penser, notamment parce qu'elles se retrouvent dans la distinction entre processus biologiques et processus sociaux ? P. Boudes (Chap. 7) repère cette diversité de filiations dans les travaux des sociologues français et québécois traitant des

questions d'environnement, qu'il rassemble en quatre démarches analytiques distinctes : démarche classique, démarche technoscientifique, démarche critique et démarche hybride.

La question ici est donc de savoir comment dépasser cet héritage moderne et disciplinaire. Est-ce au prix d'une révolution épistémologique au cours de laquelle le paradigme de la sociologie, l'autonomie du social, serait remis en cause se demande B. Picon (Chap. 1) ? Les limites de ce paradigme tel qu'il a été traduit en principe méthodologique par Durkheim (« expliquer un fait social par des facteurs sociaux ») sont mentionnées au fil de plusieurs textes, sans pour cela que les auteurs se prononcent pour une re-fondation de la discipline. R. Larrère et C. Larrère (Chap. 3) nous alertent sur le risque de « dérive sociocentriste » inhérent au cadre conceptuel de la modernité qui conduit le sociologue à considérer les problèmes d'environnement uniquement comme des constructions sociales affranchies des rapports réels entre activités humaines et éléments de nature en partie indépendants de l'action intentionnelle de l'homme. S'ils reconnaissent avec Durkheim l'irréductibilité du fait social, ils plaident cependant pour réintroduire les causes « naturelles » dans les schémas explicatifs, suivant en cela la voie tracée par Montesquieu. J. Candau et N. Lewis (Chap. 4). Ces derniers proposent une lecture plus ouverte des travaux de Durkheim et de Marx qui pondèrent le réductionnisme social souvent attribué à ces fondateurs. En cela, ils peuvent constituer une source d'inspiration méthodologique stimulante, en tenant compte cependant de leurs limites. Parmi ces limites, Durkheim a écarté la dimension biophysique de la définition même de l'objet de recherche (mais pas des schémas explicatifs) contrairement à son contemporain Le Play comme nous le démontrent B. Kalaora et A. Savoye (Chap. 5). Ce sociologue dont les premiers travaux ont porté sur la forêt, « n'oppose pas la nature à la société, bien au contraire, il met l'accent sur leur interdépendance mutuelle dans la production des formes sociales et de leur spécificité ». Cependant, tributaire de la perspective moderniste, il n'a pas vu les impacts néfastes des activités humaines sur les ressources naturelles, contrairement à son contemporain Marsh que les auteurs nous invitent à découvrir, écologue avant l'heure et fondateur du mouvement de la conservation dans le monde anglo-saxon.

En complément de ces lectures ou relectures de travaux fondateurs, les contributions proposent également des pistes plus méthodologiques. Par exemple, l'interdisciplinarité convoquée par les contributeurs qui « viennent » de la sociologie rurale : M. Jollivet, B. Picon et J.-P. Billaud. M. Jollivet (Chap. 2) y consacre l'ensemble de son propos, en s'interrogeant sur la place de la sociologie dans l'analyse des questions d'environnement. Ces dernières, en tant que problèmes, sont composées « d'objets naturels » et « d'objets techniques » liés à des activités humaines. Si le sociologue ne veut pas se cantonner à des approches classiques (et courir le risque d'un sociocentrisme ou d'abandonner toute posture critique),

mais souhaite intégrer dans une même analyse ces aspects sociaux et les aspects matériels des problèmes en cause, il sera alors contraint d'engager une confrontation des discours disciplinaires, entre le sien, sociologue, et celui des sciences de la nature. Ce qui peut le placer aux « marges du social » écrit l'auteur, sans perdre pour autant les rapports entre les hommes comme objectif d'analyse. Cette ambition interdisciplinaire, pour ardue et incertaine qu'elle soit, a déjà été expérimentée à partir des années 1950 lors des études rurales, notamment celles menées par « l'école française » de Nanterre, rappelle J.-P. Billaud (Chap. 6). À travers un panorama historique de ce champ spécialisé qu'est la sociologie rurale, l'auteur relève le dialogue noué entre la sociologie et l'agronomie à propos des techniques agricoles jusqu'aux années 1980, qui se déplace aujourd'hui avec l'écologie dans un mouvement qui en retour met en question l'objet et les problématiques investies par les études rurales.

Outre l'interdisciplinarité, B. Picon préconise « d'élargir le paradigme interactionniste aux relations d'interdépendance entre la société et son milieu biophysique » pour souligner que les éléments matériels (animés et inanimés) infléchissent les pratiques, et sont donc « producteurs de cultures spécifiques ». Doit-on dès lors considérer ces éléments ou leurs compositions (écosystèmes, populations...) comme des acteurs/actants et rejoindre les propositions de la théorie de la traduction telles qu'ont peut les lire dans Callon (1986)? À la lecture des différentes contributions, c'est plutôt un approfondissement de l'étude des interdépendances qui se dégage, en considérant les éléments matériels, non comme des éléments de nature, mais comme des objets soumis à la fois à des processus biologiques et à des processus sociaux. Les processus sociaux relèvent du rapport technique, symbolique et économique d'une société à la matérialité. Seraient de la sorte distinguées identité (les éléments matériels) et relations entre processus biologiques et processus sociaux qui permettent de comprendre l'évolution et l'état de ces éléments (Gingras, 1995).

Pour autant, le débat reste ouvert, et le lecteur fera peut être une autre lecture que celle que nous proposons ici...

CHAPITRE 1

La sociologie de l'environnement, l'héritage d'un questionnement sur les rapports nature-société

Bernard Picon

INTRODUCTION

Le parti pris du présent chapitre consiste à définir la sociologie de l'environnement à partir de la construction de son objet. Cet objet est celui du rapport nature-société envisagé comme producteur d'un questionnement social suscité par le devenir des ressources naturelles modifiées par l'action de l'homme moderne. À l'interface de la nature et de la société, cet objet échappe aux clivages, hérités de la modernité, entre sciences de la nature et sciences de la société. Nous reviendrons sur les origines historiques et philosophiques de ces segmentations nature-société dorénavant mises à mal par l'irruption de la crise environnementale.

L'interdisciplinarité entre sciences sociales et sciences de la nature apparaît alors comme une nécessité pour résoudre cette complexité qui nécessite de réintroduire la nature dans la question sociale et la société dans la question de la nature.

Dans ce contexte, l'«environnement» défini comme objet socationnel conduit la sociologie à une véritable révolution épistémologique par la remise en cause de son paradigme basé sur l'autonomie du social.

Cependant, le « nouveau paradigme environnemental » qui intègre nature et société ne peut faire l'impasse des théories et des concepts accumulés par la sociologie sur le fonctionnement social *stricto sensu*, ils restent de bons outils d'explication des processus socationaturels, comme le démontrent certains exemples de recherche de terrain.

Plus globalement, les recherches actuelles, qu'elles traitent des politiques publiques, des concertations ou de la gestion des territoires montrent à l'évidence qu'une critique réflexive sur les rapports nature-société est bel et bien en train de s'opérer, et ce, grâce à l'approche sociologique.

LA NATURE HORS DU SOCIAL

Dans la stricte tradition des découpages disciplinaires, la sociologie de l'environnement, entendue comme sociologie des interactions nature-société pourrait être hors sujet en sociologie. La sociologie s'est fondée sur l'autonomie du social quand, en Occident, la modernité rationaliste et la naissance des systèmes démocratiques ont commencé à déconstruire toute idée de dépendance matérielle, politique et théologique vis-à-vis des contraintes naturelles et surnaturelles. Le surnaturel, traduction métaphysique des contraintes naturelles tenait lieu d'explication du monde et de justification d'une hiérarchie absolutiste d'ailleurs qualifiée d'« ordre naturel » : Dieu, le roi, le peuple.

Cet ordre subi où la Nature et la surnature prédestinaient les humains au sort passif de sujets interdisait aux individus de se penser comme acteurs et aux peuples de se penser comme sociétés.

Avec la révolution de la modernité, l'émergence des démocraties et l'avènement de l'âge industriel, les sociétés « modernes » devenues acteurs d'un destin « sans Dieu ni maître » pensaient s'affranchir en même temps des ordres naturels. Elles prenaient conscience d'elles-mêmes comme entités capables de s'organiser et de se gouverner en dehors de tout déterminisme naturel ou surnaturel. Ayant acquis leur autonomie, ne pensant devoir leur existence et leur fonctionnement qu'à l'action collective de leurs membres, elles pouvaient ainsi devenir objet d'étude en soi pour les sciences positivistes ; les conditions idéologiques d'existence d'une sociologie étaient nées. La sociologie s'est donc construite contre une nature symbole de dépendance et d'asservissement que la rationalité et son corollaire, le progrès social et le progrès des sciences, permettaient de dépasser. Elle pouvait alors tenter de construire les faits et les rapports sociaux comme un objet scientifique autonome, et les sciences naturelles, pour leur part, isolaient une nature qui pourra alors devenir merveilleuse dès lors que l'on pensera avoir échappé à son pouvoir. Il ne faut pas oublier, en effet, que la segmentation,

aujourd'hui récusée, du social et du naturel est née de ce long affranchissement dû à la révolution de la modernité.

Comme l'a fait remarquer Serge Moscovici, l'autonomie du social et la coupure nature-culture marquent la civilisation industrielle issue du XIX^e siècle et se prolongent aujourd'hui, y compris dans les représentations scientifiques et philosophiques : « Pareille césure permit à la société humaine de se ressaisir, de voir qu'elle possédait à la fois vérité et puissance, qu'elle était œuvre de l'homme autant que les catégories humaines étaient son œuvre. Les individus et les groupes sociaux retrouvèrent du même coup, leur responsabilité et leur initiative. À l'articulation nature-société succéda l'articulation société-société... L'autonomie de la société, l'existence de lois et d'un dynamisme qui lui sont propres furent les axiomes qui reçurent un prolongement philosophique et scientifique. L'histoire prit la place de la nature, et c'était elle qui démontrait clairement la genèse des formations sociales [...] À la faveur de ce renversement, l'histoire en vint à représenter l'antinature. » (Moscovici, 1977).

DE L'AUTONOMIE DU SOCIAL À LA CONSTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT COMME OBJET SOCIONATUREL

Après deux cents ans de modernité, la crise environnementale contemporaine se nourrit des conséquences jugées excessives pour l'humanité de l'oubli et de la transformation de processus naturels dont elle reste dépendante. Ces conséquences imposent de se libérer de cette négation de la nature évoquée par Serge Moscovici (1977) : « On peut désormais renoncer à cette négation : elle est contraire aux phénomènes observés. » En effet, des problèmes objectivables d'une ampleur jamais atteinte se posent maintenant à l'humanité. On peut citer en vrac toutes les formes de pollution de l'air et de l'eau, les atteintes à la biodiversité, les modifications climatiques d'origine anthropique par les émissions de gaz à effet de serre, devenues certitude scientifique. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'homme est à l'origine de la transformation d'un objet naturel à l'échelle planétaire : le climat. Il y a dorénavant du « social » dans cet objet jusqu'alors « naturel ». Comment, alors, traiter de ces nouveaux objets à l'interface du naturel et du social ? Avec ce changement climatique, il est bien évident que l'on n'est plus seulement confronté à un phénomène strictement social et récurrent en Occident : la recherche d'un rapport plus authentique à la nature, à la terre nourricière associée à la recherche d'un âge d'or disparu, idéologie qui a eu son heure au XV^e siècle, au XIX^e siècle, dans la France de Vichy et encore récemment, avec l'émergence d'un certain écologisme militant. La sociologie de l'environnement ne peut plus se réduire à l'appréhension de ces mouvements sociaux et idéologiques qui amènent périodiquement nos sociétés